

Questions orales

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre chargé de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, malheureusement, le principe sur lequel reposent les questions du député est erroné. La situation qui cause des difficultés au port de Halifax est le problème de surcapacité en haute mer entre les diverses compagnies de navigation. Il ne s'agit pas d'un problème de tarif ferroviaire entre Halifax et Montréal.

Ces compagnies de navigation ont pris une décision fondée sur l'économie des océans. En fait, un fonctionnaire du port de Halifax a déclaré que, même si le CN avait réduit ses tarifs à zéro, cela n'aurait pas empêché la décision prise par Hapag-Lloyd et ACL de retirer un certain trafic.

Nous collaborons avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le CN pour essayer de résoudre ces problèmes, notamment par des discussions au sujet de wagons porte-conteneurs à deux niveaux qui permettraient de réaliser certaines économies. Nous poursuivons nos efforts pour voir si l'on peut trouver une solution à cette situation que nous regrettons assurément et à laquelle nous avons l'intention de remédier.

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, le ministre parle de ramener à zéro les tarifs du CN. Ce serait peut-être une bonne idée d'essayer.

Ma question s'adresse au ministre des Transports. Pendant longtemps, le Canadien Pacifique a profité des subventions du gouvernement fédéral et celles-ci l'ont aidé, entre autres choses, à faire l'acquisition du Delaware and Hudson Railroad, aux États-Unis. Grâce aux tarifs qu'il offre, ce chemin de fer incite des entreprises à délaisser le port de Halifax pour celui de New York.

Quand le gouvernement créera-t-il enfin le climat qui permettra aux Canadiens de souffler? Quand modifiera-t-il les structures de la fiscalité? Quand mettra-t-il enfin le port de Halifax sur le même pied que les autres?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre chargé de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, chaque fois que le gouvernement a tenté de modifier les structures de la fiscalité au Canada, il s'est heurté à une opposition extrêmement féroce et tenace de la part des députés d'en face. Ce qui est certainement un chan-

gement, c'est d'entendre une députée de l'opposition dire qu'elle veut que le régime fiscal soit modifié.

La géographie est un autre facteur qui complique le problème. La ville de Halifax est plus éloignée du centre du Canada et des marchés américains que New York. C'est un facteur avec lequel il nous faut composer. Le problème que nous nous efforçons maintenant de régler à Halifax n'a pas été créé par le gouvernement, mais par la surcapacité des installations d'expédition dans l'Atlantique nord et cela, aucun gouvernement ne peut y faire quoi que ce soit.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la personne agissant comme premier ministre suppléant aujourd'hui. Le premier ministre a décrit son voyage en Asie comme une mission devant permettre d'accroître le commerce ici au Canada et, lors du discours du Trône, il a exhorté les députés à ne pas faire preuve de partialité politique. Pourtant, à l'occasion de son premier voyage à l'extérieur du pays après le discours du Trône, il pose la question magique et il lit dans les pensées des hommes d'affaires chinois tout en s'attaquant à l'Ontario. La question que je voudrais poser au premier ministre suppléant est la suivante: Pourquoi le gouvernement met-il en péril des investissements commerciaux au Canada en discréditant l'Ontario qui est la province ayant le plus souffert de ses politiques économiques?

Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, le premier ministre et le gouvernement du Canada ne sont pas responsables du budget de l'Ontario. Nous avons simplement rendu compte de celui-ci.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Il a fait davantage que rendre compte du budget de l'Ontario. En fait, il a lu dans les pensées des hommes d'affaires asiatiques et il en est venu à la conclusion que le déficit de l'Ontario constituait le problème le plus important qu'ils avaient à l'esprit. M. Nakawasa, le président de l'Association des hommes d'affaires japonais, a cependant déclaré: «Non, ce n'est pas vrai». M. Tom d'Aquino a révélé qu'il était présent là-bas depuis 24 heures et qu'il n'avait entendu personne parler de l'Ontario. Voici donc la question que